



Comité de liaison formation

10 décembre 2019





Ordre du jour



- ❖ **Actualités formation des entreprises**
- ❖ **Informations de l'Alliance du Commerce**
- ❖ **Dossiers d'actualité emploi et formation**

ACTUALITE FORMATION DES ENTREPRISES



Tour de table

Tour de table sur les principaux dossiers formation en cours dans les entreprises notamment :

- Bilan à 6 ans des actions de formation des entreprises en faveur des salariés

Projet de réseau CFA/Organismes de formation

Groupe de travail sur le projet de création d'un réseau CFA/Organismes de formation le 22 novembre 2019.
Ont été abordés les points suivants :

- Labélisation d'un réseau d'OF/CFA
- Individualisation des parcours
- Structuration d'une offre répondant aux besoins des entreprises
- Accompagnement de l'Opcommerce pour une expérimentation
- Adéquation de l'offre avec celle des entreprises ayant déjà un CFA => Co-construction avec les entreprises

Prochaines étapes :

- Mise en place d'un questionnaire à destination des entreprises intéressées (enquête sur les parcours certifiants, les compétences à acquérir...)

Suivi des études de branches et de l'EDEC interbranches « Commerce » (1/2)

Etudes FEH, FEC et UCV réalisées dans le cadre de l'EDEC en cours :

- Responsabilité sociale de l'entreprise
- Ingénierie pédagogique innovante: Cyberkit
- Diagnostic et accompagnement cybersécurité
- Intelligence artificielle
- Ingénierie de formation et pédagogique sur les métiers de demain ou sur les secteurs en tension

INFORMATIONS DE L'ALLIANCE DU COMMERCE



Suivi des études de branches et de l'EDEC interbranches « Commerce » (2/2)

Etudes de branches en cours :

FEH :

- Nouvelles formes de travail dans le commerce

UCV :

- Evolution des métiers dans les Grands Magasins et Magasins Populaires

FEC :

- Etude sur le handicap via l'AGEFIPH

Signature de l'EDEC Eco-Propective

Contenu du projet

Dans le cadre de l'EDEC Eco-Propective, 5 fiches actions ont été proposées aux membres des CPNEFP.

Les branches de l'habillement succursaliste et des grands magasins et magasins populaires ont décidé de participer aux fiches actions suivantes :

- **Fiche action 1:** Etude sur l'impact de la transition écologique sur les emplois et compétences du commerce, à moyen terme
- **Fiche action 2:** Ingénierie de formation et pédagogique, sur les compétences en lien avec la transition écologique
- **Fiche action 5:** Portail « Prospective Compétences Métiers » de la filière commerce

=> **Signature de l'accord cadre « EDEC Eco-Propective » prévue pour le 18 décembre 2019**

INFORMATIONS DE L'ALLIANCE DU COMMERCE



NEGOCIATION DE BRANCHES (1/3)

FEC :

- Mise en œuvre de la Pro-A

NEGOCIATION DE BRANCHES (2/3)

FEH :

- Formation professionnelle
- Reconversion ou promotion par l'alternance (Pro-A)
- GEPP

NEGOCIATION DE BRANCHES (3/3)

UCV :

- Formation professionnelle
- Reconversion ou promotion par l'alternance (Pro-A)
- GEPP

Nouvelles recommandations France compétences (1/2)

Deux nouvelles recommandations pour les Grands magasins et magasins populaires sur 2 coûts contrats:

- Métiers de l'audiovisuel option métiers du son (BTS)
- Programme grande école de l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse

La CPNEFP a décidé à l'unanimité de ne pas modifier les niveaux de prise en charge qu'elle avait déjà fixé.

Nouvelles recommandations France compétences (2/2)

Trois nouvelles recommandations pour la branche commerce de détail des maisons à succursales de l'habillement:

- Chef de projet digital (IEF21)
- Programme grande école de l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse
- Maintenance des systèmes option A systèmes de production (BTS)

La CPNEFP a décidé à l'unanimité de conserver les niveaux de prise en charge qu'elle avait déjà fixé pour les formations « *Chef de projet digital* » et « *Maintenance des systèmes option A systèmes de production* ».

Pour le « *Programme grande école de l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse* », le niveau de prise en charge est passé de 7 175€ à **12 000€**.

Report d'un an de la collecte de la formation professionnelle par les OPCO aux URSSAF

Rappel : La loi sur la liberté de choisir son avenir professionnelle prévoit le transfert de collecte des contributions de la formation aux URSSAF, alors que cette tâche était assurée par les ex-OPCA,

- La ministre du travail a repoussé d'un an le transfert de la collecte des Opco vers les URSSAF
- Les Opco continueront de collecter les contributions jusqu'en fin 2020.

Lancement de l'application « MonCompteFormation »

Objectif de l'application : Permettre l'accès direct à l'offre de formation éligible au CPF

- Au 21 novembre 2019, l'alimentation maximale pour une personne n'ayant utilisé ni son CPF ni son DIF (mais qui aura renseigné ses droits à DIF dans le système) est de **3 240€**
- Une personne sur deux aura plus de **1 000€** sur son CPF et une personne sur trois aura plus de **1 400€**
- **40 000 formations** sont disponibles sur l'application, permettant d'obtenir 1 000 diplômes, titres et certifications

Trois étapes pour choisir et s'inscrire à une formation :

- Première page recapitulant les droits acquis
- Choix de la formation
- Validation de la formation choisie

Projet de décret sur la prise en charge des contrats d'apprentissage (1/3)

Trois de cas de figures prévus dans le projet de décret:

➤ Contrats conclus à partir du 1^{er} janvier 2020

- Modification du déclenchement du 1^{er} acompte de 50% du montant annuel que l'Opco verse aux CFA. Il se fera **30 jours après la réception d'une facture** par l'Opco plutôt qu'à compter du dépôt du contrat d'apprentissage
- Pour les **contrats d'une durée inférieure à 1 an**, proratisation selon le nombre de mois, en prévoyant que *chaque mois débuté est dû*, avec une **majoration de 10%** pour les contrats dont la durée a été réduite à la suite d'un positionnement de l'apprenti compte tenu de son niveau de compétence
- Pour les **contrats pluriannuels**, les **décaissements** se reproduisent pour **chaque année** et plus uniquement pour la 1^{ère} année

Projet de décret sur la prise en charge des contrats d'apprentissage (2/3)

- **Intégration** par l'Opco de la durée préalable à la signature du contrat **dans les montants versés** pour les jeunes accueillis en CFA jusqu'à trois mois avant de signer un contrat d'apprentissage
- **Maintien de la prise en charge financière** du contrat par l'Opco, jusqu'à la conclusion d'un nouveau contrat ou jusqu'à l'expiration du délai de 6 mois, dans le cas où l'apprenti reste en formation en CFA jusqu'à 6 mois après la rupture du contrat,

➤ **Contrats conclus sous convention régionale**

- **Intervention du financement** pour la durée restante du contrat d'apprentissage, selon les modalités de décaissement qui seront précisées par arrêté du ministre chargé de la Formation professionnelle

Projet de décret sur la prise en charge des contrats d'apprentissage (3/3)

- Possibilité ouverte aux CFA de **choisir d'appliquer les coûts préfecture ou les coûts-contrats** pour les **contrats conclus entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 2019**
- **Montant forfaitaire de 5 000€** applicable, en l'absence de coût annuel de formation publié par le préfet de région au 31 décembre 2018

➤ **Contrats conclus en 2019 hors convention régionale**

- France compétences **attribue aux Opco les fonds** pour la prise en charge de ces contrats, dans le cadre de l'éligibilité de ces derniers à la péréquation « interbranches »

Décret sur la mise en œuvre de la VAE (1/2)

Sont abordés les points suivants dans le décret:

- Liste des activités réalisées en formation initiale ou continue pouvant être prises en compte dans le cadre d'une démarche VAE
- Prise en compte que des périodes en entreprise des préparations opérationnelles à l'emploi
- Prise en compte des périodes d'activité réalisées en milieu professionnel avec l'accompagnement d'un tuteur dans le cadre d'un contrat d'apprentissage, d'un contrat de professionnalisation ou d'un contrat de travail aidé
- Recevabilité d'une candidature quand la durée minimale d'activité requise correspond à la durée légale de travail annuelle, soit 1 607€
- Existence d'un **rapport direct** entre les activités prises en compte et la certification professionnelle pour laquelle la demande est déposée
- Intégration de la **reconnaissance des blocs de compétences** dans les critères de recevabilité du dossier

Décret sur la mise en œuvre de la VAE (2/2)

Sont abordés les points suivants dans le décret:

- Obligation des organismes certificateurs de notifier leur décision au candidat dans les 2 mois à compter de la réception du dossier de recevabilité complet
- Représentation paritaire non obligatoire dans la composition du jury
- Obligation de congé VAE pour toute VAE réalisée par un salarié en tout ou partie pendant le temps de travail et à son initiative
- Prise en charge de certains frais de procédure et d'accompagnement
- Non éligibilité de la rémunération du salarié pendant son congé de VAE aux fonds de la formation professionnelle

Projet de décret sur l'apprentissage (PARTIE REGLEMENTAIRE)

- Suppression de l'obligation d'établir le contrat d'apprentissage en trois exemplaires originaux
- Suppression dans le contrat d'apprentissage de la mention des titres ou diplômes et de la durée de l'expérience professionnelle du maître d'apprentissage dans l'activité en relation avec la qualification recherchée; L'employeur y atteste que *le maître d'apprentissage remplit les conditions de compétences professionnelles prévues par le code du travail*
- Possibilité de réduire ou allonger la durée du contrat ou de la période d'apprentissage sans que cela ne conduise à une durée inférieure à 6 mois ou supérieure à 3 ans
- Notification de toute rupture par écrit au directeur du CFA et à l'organisme chargé du dépôt du contrat
- Information de l'employeur par l'apprenti souhaitant mettre fin à son contrat au moins un mois avant la fin du contrat

ORGANISMES DE FORMATION SECTORIELS



Intervention du groupe IGS



Présentation du groupe :
<https://www.groupe-igs.fr/groupe-igs>

**Merci pour
votre participation**